

LA GAUCHE NE PEUT PAS JOUER LES BISOUNOURS

Eric Toussaint

■ Comment sont nés les trois partis de la gauche radicale en Grèce, en Espagne et au Portugal ?

□ Il y a clairement un point commun entre Syriza (Grèce) et le Bloco (Portugal).

Syriza, qui signifie Coalition de gauche radicale, est née une douzaine d'années après que des militants se soient distancés du Parti Communiste de tradition stalinienne, le KKE (il y avait un autre Parti Communiste de tendance eurocommuniste) suite à sa participation au gouvernement en 1989 avec Nouvelle Démocratie, le principal parti de droite. C'était un gouvernement contre-nature qui a produit un traumatisme notamment auprès d'une partie de la jeunesse qui dès lors a choisi de quitter le PC. À l'origine, Syriza s'est formé à partir de 2003 au départ d'une douzaine d'organisations différentes issues des trois orientations historiques : communiste proche de Moscou, trotskiste, maoïste.

Pour le Bloco, c'est une partie du Parti Communiste (qui était assez stalinien) qui le quitte pour constituer, avec une organisation trotskiste (PSR) et une maoïste (UDP), le Bloc de Gauche (Bloco de Esquerda).

Pour l'Espagne, c'est clairement différent car Podemos est un des prolongements du mouvement des Indignés de 2011. Un secteur de ce mouvement a considéré qu'il fallait constituer une organisation politique. Il y a eu un point de rencontre entre des gens issus des Indignés et des intellectuels universitaires (comme Pablo Iglesias, Juan Carlo Monedero et Íñigo Errejón) qui ont conquis leur place dans le monde académique, ont un sens de la communication, maîtrisent la communication sur les réseaux sociaux, les programmes de TV et radios alternatifs sur Internet. C'est la rencontre entre le mouvement des Indignés, ces intellectuels (dont plusieurs proviennent des jeunes communistes) et le mouvement trotskiste (Izquierda Anticapitalista) qui a produit la création de Podemos en janvier 2014. Le résultat fut immédiat aux élections européennes de



© Équipes Populaires

juin 2014 : 5 députés européens d'un coup, c'est exceptionnel. Le Bloco et Syriza ont commencé beaucoup plus modestement.

■ Ces partis sont-ils prêts à faire des alliances avec d'autres partis, et à quelles conditions ?

□ Podemos, Syriza et le Bloco sont tous les trois sur la même longueur d'ondes sur l'idée qu'ils peuvent et qu'ils veulent être une force de gouvernement, même en alliance avec d'autres. Quand Syriza a gagné les élections du 25 janvier 2015, elle a cherché un accord de gouvernement avec le Parti Communiste grec, mais celui-ci a refusé catégoriquement. Dès lors, Syriza s'est donc adressé au parti indépendant de la droite nationaliste, les Grecs Indépendants (ANEL), avec qui elle a dû faire alliance.

Podemos vient de faire alliance avec Izquierda Unida (lié au PC) pour les dernières élections sous l'étiquette « Unidos Podemos ». Il faut dire que Izquierda Unida ne représentait plus grand-chose depuis que Podemos occupe le terrain. Au Portugal, dans la campagne électorale de 2015, le Bloco s'est adressé au PS en lui disant « *Il faut une alliance qui permette de rompre avec la continuité de la droite au pouvoir* ». Il a →

Porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), Eric Toussaint parcourt le monde pour soutenir les mouvements de gauche qui militent en faveur de l'annulation de la dette de leur pays ou de leur municipalité. Militant engagé dans la gauche radicale de longue date, il connaît bien la situation en Grèce, en Espagne et au Portugal et combat fermement les politiques européennes d'austérité qui appauvrissent les peuples. Rencontre riche avec un homme de conviction.

POUVEZ-VOUS DIRE QUELQUES MOTS DE VOTRE PARCOURS POLITIQUE ?

Je suis militant politique depuis l'âge de 16 ans dans la gauche radicale en Belgique. J'ai adhéré à la IVe Internationale à un âge précoce et j'ai été un leader de luttes lycéennes et étudiantes entre 1968 et 1973. Ensuite, j'ai enseigné à la Ville de Liège entre 1975 et 1994 et j'exerçais des responsabilités au niveau syndical de la CGSP-Enseignement. J'ai également été formateur à l'école des militants syndicaux de la FGTB. Des '70 jusqu'à aujourd'hui, j'ai participé à plusieurs tentatives de regroupements de mouvements politiques. En '76, l'Union des Progressistes (dans le cadre des élections communales) était une alliance entre le Groupe Politique des Travailleurs Chrétiens (GPTC), la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (LRT), dont j'étais un des animateurs, ainsi que des personnes engagées dans les milieux culturels et sociaux. La deuxième période très riche fut celle de la création de Gauches Unies en 93-94, qui s'est présentée aux élections européennes, avec des militants du POS (devenu par la suite LCR), du Parti Communiste, des syndicalistes et des personnalités comme Lise Thiry, Pierre Galand, Isabelle Stengers, il y a eu ensuite Une Autre Gauche est possible en 2006, puis le Front des Gauches en 2009-2010 et j'en passe... On m'a proposé il y a 2 ans de me mettre sur les listes PTB-GO, j'y ai apporté mon soutien sans être candidat. L'orientation du PTB sur la dette m'apparaissait trop modérée. Il faut préciser également que depuis que le CADTM a été fondé en 1990, son action et son développement sont devenus mes priorités.

→ donc défié positivement le PS pour qu'il rompe avec les politiques d'austérité, le Bloco était prêt à construire une alliance en le soutenant de l'extérieur pour mettre la droite hors-jeu. Et éviter ainsi une grande alliance à l'allemande (SPD-CDU/CSU) entre les socialistes et la droite portugaise. Et comme le Bloco a doublé ses voix aux élections d'octobre (19 députés), ça l'a mis en position de force pour négocier avec le PS. Mais la perspective à moyen terme du Bloco est d'avoir un gouvernement de gauche radicale pour faire autre chose que de limiter les politiques d'austérité.

Ces partis acceptent donc des coalitions de gauche, mais parfois avec des exceptions lorsqu'il n'y a pas d'alternative, comme ça a été le cas pour Syriza.

■ Qu'est-ce qui les différencie des partis de gauche radicale plus anciens qui gagnent du terrain dans des pays comme la Belgique ?

□ Le PTB est une organisation d'origine maoïste-stalinienne qui a connu une mutation positive, mais son discours reste « Rejoignez-nous » et pas « Faisons des alliances ou des fusions avec le PC, la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) ou d'autres petits partis comme le PSL ». Ils invitent les autres à adhérer et à s'intégrer au sein de leur parti et ne sont donc pas dans la même dynamique que les trois partis dont on a parlé (Espagne, Portugal, Grèce). Plutôt que le regroupement de forces, le PTB vise l'absorption. La proposition que faisait la FGTB de Charleroi en 2012, si elle avait été suivie, aurait permis de constituer une grande force de gauche radicale, incluant bien sûr le PTB et permettant un maximum de convergence entre des mouvements différents¹. C'est regrettable que cela n'ait pas abouti malgré la dynamique prometteuse de départ.

Entre les partis de la nouvelle gauche européenne et les partis de gauche radicale classique (PC, PTB...), la différence se situe davantage dans la stratégie d'alliance et le rapport au pouvoir que dans les programmes politiques respectifs. Entre le programme du PTB aujourd'hui et celui de Syriza de 2014, il n'y a pas beaucoup de différence.

En ce qui concerne le CADTM qui est une organisation plurielle, indépendante de tout parti politique, la collaboration avec le PTB est bonne. Certains députés du PTB relaient, via les questions parlementaires, des questions qui piquent que le CADTM souhaite poser à des ministres. C'est utile. Il faudrait aller plus loin

et voir les conseillers communaux du PTB soutenir (plus) activement les initiatives d'audit citoyen des comptes des villes et communes.

■ L'annulation des dettes illégitimes est pour vous un passage obligé pour une véritable stratégie de gauche. En deux mots, que signifie « dette illégitime » ?

□ C'est très simple, c'est une dette qui a été contractée pour favoriser l'intérêt d'une minorité privilégiée. On peut paraphraser en disant que c'est une dette qui a été contractée sans respecter l'intérêt général. C'est-à-dire que si l'Etat contracte une dette pour sauver les banques, qui sont en outre largement responsables de la crise qu'on connaît, c'est une dette illégitime.

A contrario, une dette qui serait contractée pour une politique de relance pour financer la transition écologique, renforcer l'éducation et la culture, créer des emplois, combattre les inégalités sociales, c'est évidemment une dette légitime.

Les dettes contractées allègrement après 2008 pour sauver les banques responsables de la crise financière de 2008 (Fortis, Dexia et Ethias...) sont illégitimes. C'est le cas d'une partie de la dette belge.

Et la dette grecque va encore plus loin que ça : elle est non seulement illégitime, elle est également odieuse. La dette grecque est illégitime, car elle favorise des intérêts particuliers de minorités privilégiées. Elle est odieuse, car elle entraîne des violations claires de droits humains puisque les prêts ne sont accordés par la Troïka (Commission européenne, BCE et FMI) que si le gouvernement grec applique une politique d'austérité très sévère.

Les dettes contractées par la Grèce à partir de 2010 sont constituées de prêts de 13 pays de la zone euro, du Fonds européen de stabilité et du FMI, à la condition de mettre fin à des conventions collectives défendues par l'OIT, de violer des droits à un salaire et à une retraite décente, à un toit, à une série de services de santé minimum, de privatiser une série de biens et services publics...

■ Votre expérience vous fait penser qu'il est très difficile pour la gauche radicale de maintenir une position ferme sur l'annulation de la dette lorsqu'elle négocie une participation au pouvoir. En quoi cette revendication est-elle centrale pour la gauche ?

□ Dans beaucoup de pays, le poste du paiement de la dette pèse très lourd dans le budget de l'Etat. Afin de retrouver une marge

de manœuvre pour des dépenses sociales, il faut réduire le poids de ces dettes illégitimes.

Deuxième argument qui est très clair, c'est que ces dettes sont liées à des impositions provenant des créanciers (Commission européenne, BCE, FMI, Mécanisme européen de stabilité,...). C'est le cas pour le Portugal, la Grèce, Chypre, l'Irlande, l'Espagne. La solution radicale sur la dette, c'est de supprimer ces impositions (appelées conditionnalités). Pourquoi ?

Imaginons qu'après toutes les concessions faites par le gouvernement de Tsipras, les créanciers annoncent dans trois mois qu'ils sont d'accord de supprimer 80% de la dette grecque, mais à la condition de continuer à imposer des restrictions budgétaires dans les dépenses sociales et des privatisations.

Même si le stock de la dette se réduisait, la situation continuerait à être dramatique car les gens seraient de plus en plus pauvres et de plus en plus de biens publics seraient privatisés. Si on réduit la dette mais qu'on continue de diminuer les salaires et les pensions des Grecs et limiter encore les soins de santé, c'est inacceptable.

Pour moi, toute expérience de gauche doit résoudre le problème de la dette. Dans certains pays, c'est même la priorité des priorités. C'est évident pour la Grèce et pour le Portugal. Dans notre pays, ce pourrait ne pas être la première priorité mais la deuxième ou la troisième.

■ **Quel est l'avenir de ces partis dans une Europe de plus en plus néolibérale ? Croyez-vous au réveil des peuples face aux politiques de plus en plus inégalitaires ?**

□ Je crois au réveil des peuples mais je suis très inquiet sur l'avenir des forces politiques de gauche, parce qu'on voit avec Syriza que l'évolution a été extrêmement rapide vers un abandon de ses engagements et de son programme. Syriza a capitulé en 2015 face aux diktats de l'Union européenne. Ceux qui assument la capitulation sont restés, sont prêts à profiter des places de ceux qui ont démissionné par choix éthique. Comme la sagesse populaire le dit : quand tous les dégoûtés partent, il ne reste plus que les dégoûtants.

L'évolution d'une partie de la direction de Podemos est négative dans le sens de la modération. Je suis convaincu que c'est une des causes principales du mauvais résultat de Unidos Podemos aux dernières élections du 26 juin 2016 (perte d'un million de voix par rapport aux résultats obtenus le 20 décembre 2015 par Podemos et par Izquierda Unida qui s'étaient présentés séparément). Podemos n'ira



©CADTM

pas dans le prochain gouvernement. Mais il est activement présent, souvent avec Izquierda Unida, dans la gestion d'une centaine de municipalités y compris les plus importantes.

C'est le cas de Madrid (3,4 millions d'habitants), de Barcelone (2^e ville du pays), de Saragosse, de Cadix, d'Oviedo (capitale des Asturies)... Une partie des meilleurs activistes et cadres locaux de Podemos se retrouvent maintenant absorbés dans des postes de gestion municipale.

L'évolution sera rapide parce que toutes ces municipalités sont soumises à des programmes d'ajustement budgétaires imposés par le gouvernement central. Donc les priorités qui ont été mises en avant et qui ont amené les militants de Podemos au pouvoir dans les municipalités ne pourront pas être réalisées. Par exemple, une des priorités était la remunicipalisation de la collecte des immondices, et beaucoup de mairies dans lesquelles Podemos est au pouvoir depuis 2015 ne l'ont pas fait pour éviter d'alourdir les dettes municipales.

Il faudrait créer un front des 100 municipalités qui depuis 2015 ont à leur tête des forces du changement comme Podemos et d'autres. Ce front devrait définir des positions communes sur la dette, s'engager à soutenir des audits à participation citoyenne, remettre en cause les contraintes budgétaires injustes imposées par la droite au gouvernement, sensibiliser l'opinion publique, mener des actions afin de changer le rapport de force en faveur de véritables solutions.

Depuis novembre 2015, j'ai été invité par les autorités de plusieurs municipalités (Madrid, Cadix et Puerto Real en Andalousie, Saint Sébastien au pays basque, Oviedo en Asturies,...) en Espagne et j'ai défendu cette perspective. J'en ai aussi débattu avec des responsables politiques locaux à →

**Eric Toussaint et
Zoe Konstantopoulou, ex-présidente
du Parlement grec.**

GLOBE-TROTTEUR DE L'ALTER-MONDIALISME

Vous parcourez l'Europe et même le monde pour plaider en faveur de l'annulation des dettes illégitimes. Concrètement, quel est votre rôle ?

Je suis porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) qui est présent dans plus de 30 pays. En Europe, nous sommes présents en Belgique, France, Suisse, Italie, Grèce, Luxembourg, Espagne, Portugal, Pologne et Slovénie. La principale implantation du CADTM se situe en Afrique (15 pays) et en Amérique latine (8 pays). Il est aussi présent en Inde, au Pakistan et au Japon.

J'ai notamment participé à la Commission d'audit de la dette de l'Equateur en 2007-2008, et j'ai coordonné la Commission pour la vérité sur la dette publique grecque en 2015.

Mes interlocuteurs privilégiés sont les mouvements sociaux et citoyens. J'ai également des contacts avec des partis politiques lorsque ceux-ci sont mènent des politiques revendicatives proches des mouvements sociaux. Exceptionnellement, il m'est arrivé de conseiller des gouvernements : Equateur en 2007-2008, Paraguay en 2008, Venezuela en 2008,...

Cela a porté ses fruits en Equateur, au Paraguay et dans une moindre mesure au Venezuela. En Grèce également, j'ai eu des contacts répétés avec Alexis Tsipras avant qu'il ne devienne Premier ministre. Mais mon implication s'est faite à la demande de la présidente du Parlement grec, Zoé Konstantopoulou qui s'était saisie de la question. Hélas Tsipras n'a pas voulu utiliser les travaux de la commission pour affronter les créanciers.

→ Barcelone et à Saint Jacques de Compostelle. Je suis en contact permanent avec des mouvements citoyens comme la Plate-forme d'audit citoyen (qui est issue de mouvement des indignés), avec les membres du CADTM en Espagne, avec de nombreux militants et responsables de Podemos, d'Izquierda Unida, de la CUP en Catalogne, de BILDU au pays basque, d'Anova en Galicie. J'ai constaté que la nouvelle situation est difficile à gérer pour les militants qui ont été propulsés dans des postes de pouvoir et de gestion. Cette transformation rapide en Espagne m'inquiète fort mais j'ai la conviction qu'il y a des forces qui veulent vraiment le changement. De toute façon, tout dépend d'elles et de la mobilisation populaire. Ce que quelqu'un comme moi peut apporter est très limité, disons que je peux aider à prendre en compte les leçons des expériences réalisées dans d'autres pays afin d'en prendre le meilleur et de ne pas répéter les erreurs.

■ **Votre constat est assez pessimiste... N'y a-t-il pas cependant un espoir dans l'unité interne au sein des pays (les municipalités en Espagne, par exemple) mais aussi au niveau international ?**

□ Absolument ! Je me déplace beaucoup en Europe et je pense qu'il faut tirer les leçons de ce qui s'est passé en Grèce et de ce qui se passe en Espagne. C'est fondamental que toute une série d'activistes et de leaders de mouvements sociaux gardent comme priorité la capacité d'organisation et de mobilisation à la base. Car s'il n'y a pas une pression d'en bas sur les partis qui accèdent même à des petites portions de pouvoir, le retour en arrière peut arriver rapidement.

Donc, première leçon : il faut maintenir l'indépendance et la liberté d'action des mouvements de base. Seconde leçon : il faut une unité sur un programme politique clair. Si c'est simplement pour dire : « On va mieux gérer les contrats publics et diminuer la corruption », c'est tout à fait insuffisant. L'unité doit se faire à tous niveaux : entre organisations politiques et mouvements sociaux, entre les municipalités pour affronter le pouvoir et les créanciers, et entre les partis de la gauche radicale européenne sur un programme clair. Sur ce dernier point, le Plan B est essentiel.

■ **C'est quoi, le Plan B ?**

□ C'est une initiative européenne d'une série de personnes et de groupes issus de la gauche radicale. On n'est pas d'accord sur tout, mais le point commun, c'est de dire : « Le Plan A de type Syriza, dont la stratégie a été de négocier

avec les institutions européennes en respectant ses règles et sans désobéir, ça ne marche pas ».

Le Plan B inclut explicitement le message suivant aux électeurs : « Il faut porter au gouvernement des forces qui auront le courage de désobéir aux institutions européennes ». Lorsque les traités européens sont contraires à l'intérêt des citoyens et à la mise en pratique de politiques sociales, nous avons le droit et le devoir de désobéir.

■ **Pensez-vous que ce Plan B rencontrera l'adhésion de nombreux électeurs des pays européens ?**

□ C'est absolument clair. Il y a une très grande partie de la population qui soutiendrait des gens qui s'engagent à désobéir sur le programme européen actuel. C'est à ce point vrai que, quand l'extrême droite le fait, elle a un très grand écho. Parce qu'il y a un rejet tout à fait compréhensible de l'« Europe » telle qu'elle est construite, telle qu'elle fonctionne. C'est une Europe dominée par le 1% le plus riche, ou pour reprendre une formule plus correcte, une Europe dominée par le Grand Capital. C'est une Europe forteresse. Il faut une autre Europe. Si vous laissez à l'extrême droite le monopole de la dénonciation de l'Europe telle qu'elle existe, elle gagnera parce que beaucoup de gens sont dégoûtés par la politique européenne. Voyez ce qui se passe avec le Brexit, avec Marine Le Pen en France, avec la montée de la droite en Allemagne et en Autriche.

Si l'extrême droite revendique haut et fort le rejet de l'Europe et que l'extrême gauche joue les Bisounours avec Jean-Claude Juncker et Mario Draghi, elle ne va pas réussir.

Donc, la gauche radicale doit se mobiliser pour le Plan B et annoncer clairement : « Nous désobéirons ». Et pas dire : « Nous serons peut-être amenés à désobéir ».

Comme le disait le leader des mineurs britanniques Arthur Scargill en 1985 : « Nous avons besoin d'un gouvernement qui soit aussi fidèle au peuple que le gouvernement Thatcher est fidèle à la Bourgeoisie ! ».

Syriza dirigé par A. Tsipras n'a pas concrétisé cet espoir et j'espère qu'il n'y aura pas de répétition de ce qui s'est passé en Grèce. J'essaie d'agir dans ce sens-là à mon modeste niveau. Mais l'important ce sont les mobilisations populaires afin de débloquer la situation.

Interview réalisée par Paul Blanche et Monique Van Dieren